

Dans ce quatrième entretien, le 25 février 2020, Jean-Claude Trichet commente les suites du Brexit qui a toutes chances, selon lui, de comporter un accord de coopération avec l'Union européenne même si la négociation pour y parvenir sera âpre. Il nous confirme une fois encore sa confiance en l'avenir du projet européen malgré l'affaiblissement de la Chancellerie allemande et donc du poids du couple franco-allemand.

Après le Brexit, l'Union européenne demeure plus nécessaire que jamais

Un nouvel entretien avec Jean-Claude Trichet

Jean-Claude Trichet est gouverneur honoraire de la Banque de France et ancien président de la Banque centrale européenne.

L'APRÈS-BREXIT

Philippe Lazar : Que pensez-vous de l'avenir de l'Europe après le Brexit ?

Jean-Claude Trichet : On sait maintenant qu'il n'y aura pas de Brexit sans accord, pas de *no deal*. Ce choix de principe a été fait par le Premier ministre britannique, approuvé par les électeurs et ratifié par les « 27 ». En revanche la difficulté et je dirai même l'âpreté de la négociation de l'accord ne fait guère de doute ! Du côté du Royaume-Uni on indique qu'il ne saurait être question de contraindre en quoi que ce soit la législation britannique ; du côté européen on n'est pas moins ferme sur la volonté de parvenir à un accord équilibré, respectueux des intérêts de chaque partie et préservant complètement l'intégrité

du marché unique ! Nous avons un an pour mettre au point cet accord en termes de droit de la concurrence, d'environnement, en termes sociaux aussi. Il faut être conscient du fait que l'approche du Premier britannique Boris Johnson, qui semble vouloir être le plus dur possible dans cette négociation, annonce des discussions très tendues.

P.L. : Mais le Royaume-Uni est-il vraiment... uni de ce point de vue ?

J.-C.T. : On ne peut pas ignorer en effet que l'Écosse a voté *Remain* à la majorité importante de 62% et que le parti indépendantiste réclame un nouveau référendum sur son indépendance. C'est évidemment une question-clé pour l'avenir du Royaume-Uni mais que Londres ne prend pas pour le

moment au tragique me semble-t-il. Plus grave encore est sans doute la question irlandaise. L'Irlande du Nord a voté elle-aussi majoritairement en faveur du *Remain*, à 56%. Et, lors des dernières élections, le parti *Sinn Féin*, qui prône la réunification du pays, a vu son audience augmenter très significativement dans la République d'Irlande. Il n'est pas exclu dès lors que la question de la réunification de l'Irlande se pose dans des termes plus pressants, d'autant plus que la démographie en Irlande du Nord semble favoriser le *Sinn Féin*. Le Royaume-Uni de l'après-Brexit a donc incontestablement plusieurs problèmes internes difficiles à gérer tôt ou tard.

P.L. : Est-ce que cette tension interne peut avoir des répercussions sur la négociation prévue avec l'Union européenne ?

J.-C.T. : Je ne le crois pas, sauf si la stratégie de Boris Johnson est de revenir à l'équivalent d'un *no deal*. Le choix collectif du Royaume-Uni aurait pu être différent de ce qu'il a été. Mais il est ce qu'il est et, tant que le Royaume-Uni demeure uni et qu'il respecte ses engagements, toutes ses composantes ont intérêt à ce que le résultat de la négociation avec l'Union européenne leur soit le plus favorable possible, dès lors que la solution du *no deal* a été écartée.

P.L. : De l'autre côté, celui de l'Europe, elle-même assez divisée de multiples points de vue, notamment entre ses parties orientale et occidentale, la cohésion est-elle suffisante pour faire front vis-à-vis des exigences britanniques ?



J.-C.T. : Je crois que la logique de la négociation pousse à l'unité des 27, de même qu'elle pousse à une certaine unité des composantes du Royaume-Uni. S'agissant des 27, il ne faut évidemment pas être naïf ou trop confiant. Néanmoins la décision initiale du Royaume-Uni a été prise en juin 2016, il y a eu depuis de nombreuses péripéties en son sein, les attermoissements que l'on sait, etc. Nous sommes, au moment de notre entretien, fin février 2020, plus de trois ans et demi après et, pendant toutes ces années, à aucun moment les 27 ne se sont divisés. Nombreux étaient les observateurs qui disaient : c'est le premier pétale de la marguerite que l'on ôte, toute cette construction va s'effondrer. Le fait que les États-Unis, la Russie et les tenants du Brexit en Angleterre aient pu espérer un début de démantèlement de l'Union européenne sur le continent est flagrant. Mais ce n'est pas du tout ce qui s'est produit ! Et si tel est le cas, ce n'est pas seulement que tous les autres pays entendent préserver leur union politico-stratégique, c'est aussi que les 27 ont de forts intérêts communs, y compris du point de vue de leurs relations avec la Grande-Bretagne.

S'agissant des divergences entre l'Est et l'Ouest du continent, elles existent incontestablement mais ni

Logo du Parti d'Irlande du Nord favorable au maintien dans l'UE



PHOTO J.-F. LÉVY

Jean-Claude Trichet : « Je demeure raisonnablement confiant, conforté en la matière par le résultat des dernières élections européennes ».

l'Ouest ni l'Est ne constituent des entités homogènes susceptibles de s'affronter en tant que telles au sujet des conséquences du Brexit. Ce qui sans doute les oppose le plus, actuellement, est le courant « illibéral » qui se développe à l'Est bien plus que l'attitude à adopter vis-à-vis de la sécession britannique ! Il ne faut pas oublier aussi que certains de ces pays ont des raisons d'être très méfiants à l'égard de la Russie – je pense à la Pologne et aux trois Pays Baltes – et qu'ils estiment donc avoir de bonnes raisons d'être arrimés à l'Union européenne ! La Hongrie et la République tchèque sont sans doute, avec un certain réalisme, plus compréhensifs à l'égard de la Russie actuelle malgré le passif historique de leurs relations avec l'Union Soviétique mais elles n'ont quand même pas le désir de trop s'en rapprocher. Quant à la Bulgarie, elle frappe à la porte de la zone euro, il n'est donc pas question pour elle de faire bande à part ! Ce monde du Centre et de l'Est européens est à l'évidence complexe – plus encore

qu'on pouvait l'imaginer au départ – mais son état actuel n'est pas pour moi le ferment d'une possible explosion de l'Union. J'ajoute qu'en dépit de toutes les difficultés actuelles, l'arrimage indéniable de onze pays anciennement communistes à une Union européenne attachée à la démocratie politique et à l'économie de marché constitue déjà en soi un immense succès historique.

P.L. : Le refus d'un accord sur le budget commun serait donc selon vous une périπέtie très temporaire ?

J.-C.T. : Le « trou » laissé par le départ de la Grande-Bretagne en termes de perte nette est énorme : quelque 60 à 75 milliards d'euros ! Il n'est donc pas tellement étonnant qu'il soit difficile de trouver un accord, d'autant qu'on a souvent affaire en l'occurrence aux réticences de pays bien gérés, très précautionneux, qui veulent préserver leurs budgets nationaux et qui dès lors ne veulent pas aller au-delà du « 1% » qu'ils sont prêts à consentir. Ces difficultés sont consubstantielles à l'Union et elles ne sont pas franchement nouvelles. Je demeure raisonnablement confiant, conforté en la matière par le résultat des dernières élections européennes : le niveau de participation a été élevé, une majorité très significative demeure pro-européenne, à gauche comme à droite, et les eurosceptiques eux-mêmes ont compris que c'est au sein des institutions de l'Union qu'ils doivent désormais défendre leurs thèses, comme il convient dans une démocratie vivante dans laquelle toutes les sensibilités doivent pouvoir s'exprimer ! Et, comme je vous l'ai déjà dit, les frustrations que

ressentent et expriment les citoyens de chacun de nos pays se traduisent beaucoup plus par la contestation de leurs institutions nationales que par celle des institutions européennes, ainsi que le montrent très clairement les enquêtes d'opinion semestrielles de l'Eurobaromètre. L'illustration la plus spectaculaire de cette confiance relative dans les institutions européennes est la comparaison des résultats pour le Parlement européen (51% de confiance, 36% de méfiance) et pour les Parlements nationaux – tous pays confondus – (34% de confiance, 60% de méfiance) ! On trouve des résultats analogues pour la comparaison entre la Commission européenne et les Gouvernements nationaux. Et qui eût imaginé il y a 20 ans que l'Euro pourrait être aujourd'hui approuvé à 76%... Ce à quoi les outils mondiaux de communication, le plus souvent anglophones, ne font pas réellement écho !

Y A-T-IL DES TENTATIVES OCCULTES D'INFLUENCE SUR NOS CHOIX POLITIQUES ?

P.L. : Que peut-on penser des risques d'intrusions étrangères dans les consultations électorales, comme l'hypothèse en a été émise, notamment à propos des élections présidentielles américaines ?

J.-C.T. : Je suis assez réservé vis-à-vis de l'hypothèse selon laquelle ce seraient des manœuvres russes qui auraient contribué de façon significative à l'élection de Donald Trump. Il faut regarder en face l'actuel courant populiste américain qui s'est manifesté chez les Républicains, un courant que l'on retrouve maintenant

aussi bien chez les démocrates. Cela étant, tout suggère que les États-Unis de demain comme ceux d'aujourd'hui ont peu de chances de retrouver une certaine empathie à l'égard de l'Europe et de sa construction. Aux yeux des États-Unis, le centre de gravité géopolitique du continent eurasiatique s'est très clairement éloigné de l'Europe et décalé vers l'Est et l'extrême-Est. S'agissant de l'Union européenne, la Russie ne souhaite manifestement pas plus son succès. Et c'est bien sûr aussi le cas désormais pour le Royaume-Uni, dans la mesure où un plein succès de l'Union européenne rendrait encore plus flagrante l'erreur du Brexit. Nous nous devons de réussir par nous-mêmes, en dépassant nos querelles internes, sans espérer aucun soutien externe.

LE POIDS DU POPULISME

P.L. : Si je vous suis bien, ce sont bien les populistes plus que les menaces extérieures qui risquent de déstabiliser nos institutions ?

J.-C.T. : Je le crois. Même si l'absence d'empathie voire l'hostilité des États-Unis et de la Russie ne font guère de doute, l'Europe doit compter sur ses propres forces et prouver aux sensibilités populistes que la solution à certaines de leurs frustrations repose le plus souvent sur des mesures paneuropéennes, en matière d'immigration comme de lutte antiterroriste. Sur le plan politique, on peut dire qu'une sensibilité populiste de droite est au pouvoir aux États-Unis (Donald Trump) et au Royaume-Uni (Boris Johnson). Il n'en est pas de même dans les pays du continent européen. On vient de le voir en

Allemagne : les velléités d'alliance de la droite avec l'extrême-droite ont été rejetées par la CDU et la Chancellerie. En France, pour le moment au moins, nous avons actuellement un « centre politique » influent, qui nous protège d'un affrontement direct entre extrêmes, même si rien n'est jamais sûr tant est visible, ici aussi, la frustration d'une fraction importante de la population. Ce sont ces frustrations, ces insatisfactions qui doivent être traitées en priorité par les démocraties des pays avancés. Les risques associés à la montée des populismes sont patents mais il n'empêche que les réflexes démocratiques restent majoritaires, y compris dans les pays longtemps dominés par la puissance soviétique. Et cela conforte mon optimisme raisonnable : que, malgré toutes les difficultés, vingt-sept pays arrivent à s'entendre pour travailler ensemble dans la paix est en soi une réussite remarquable, il faut en avoir conscience ! Je l'ai déjà dit, les enquêtes d'opinion les plus récentes montrent un niveau de confiance encourageant pour l'Europe, pour le Parlement européen, pour l'Euro.

LE POIDS DE LA DÉMOGRAPHIE MONDIALE

P.L. : Il serait difficile de ne pas vous suivre dans ce constat ! Il demeure néanmoins, me semble-t-il, une question majeure sur l'avenir à long terme du « vieux continent » : celle que pose l'explosion en cours de la démographie mondiale. Nous ne sommes que de l'ordre d'un demi-milliard alors que l'humanité se dirige presque inévitablement vers une population quelque vingt fois plus nombreuse. Comment gérer cette

disparité ? Peut-on se contenter de traiter les phénomènes migratoires au seul nom du ô combien légitime droit d'asile ?

J.-C.T. : L'une des raisons pour lesquelles l'attachement à une Europe unie est si vif est le souvenir de la guerre, la guerre sur le sol européen. Mais il y a aussi la conscience de la nécessité de faire face à la montée des nouvelles puissances, incontestablement impressionnantes par leurs tailles démographiques et économiques. Cela étant, je ne vois pas comment les Européens pourraient ouvrir massivement leurs frontières au-delà de l'indispensable droit d'asile sans que la conséquence à terme ne risque de déstabiliser nos démocraties et de confier le pouvoir à un populisme d'extrême droite.

P.L. : J'en ai bien sûr pleinement conscience ! Aussi bien ne parlais-je pas du court terme, où nous sommes à l'évidence bloqués par le risque qu'à juste titre vous évoquez. Mais je n'entends pas de discours sur l'avenir à plus long terme, quand l'évolution climatique en cours – quelle que soit son origine, anthropique ou autre – aura rendu une partie de la planète inhabitable alors même que la croissance démographique ne se sera pas pour autant interrompue. Ne serait-ce pas notre intérêt que de devenir alors un peu plus nombreux, pour autant que les nouveaux venus respectent pleinement les institutions politiques de pays d'accueil ?

J.-C.T. : L'intérêt de tous serait que nous aidions les continents les plus défavorisés à surmonter leurs difficultés, y compris les évolutions

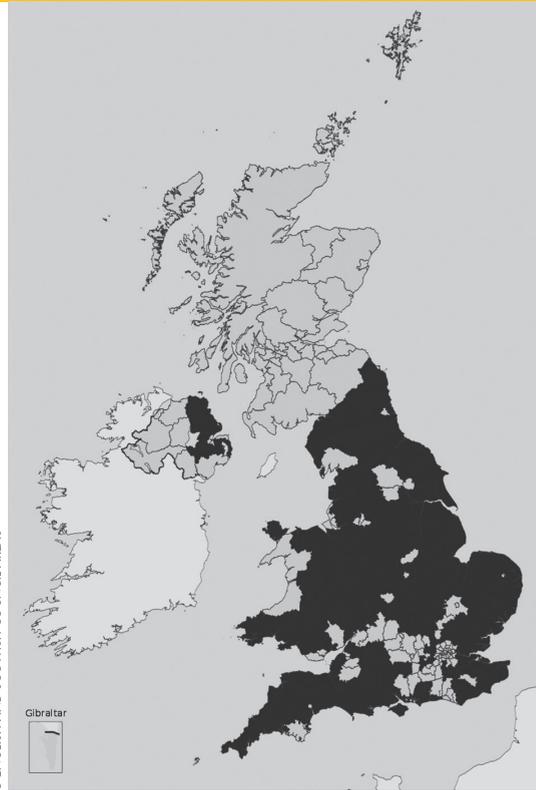
potentiellement dramatiques liées au climat. Mais une immigration massive en Europe ne ferait que renforcer l'hypothèse de la prise du pouvoir par un populisme d'extrême droite, ce que ni vous ni moi ne souhaitons.

P.L. : Je ne peux pas être en désaccord avec ce que vous dites de ce risque majeur. La seule chose qui à mon avis manque est une réflexion sur le long terme, sans traduction opératoire immédiate et qui me semble quand même être de la responsabilité du politique...

J.-C.T. : Mais on parle beaucoup de ces questions, notamment au Canada, en Australie et dans plusieurs pays européens, en évoquant une immigration économique contrôlée, correspondant aux besoins de ces pays.

P.L. : C'est bien là le sens de mon propos. Je souhaiterais qu'on en parle aussi dans le cadre de l'Union européenne en tant que telle, non par naïve générosité mais dans notre intérêt bien compris. Par exemple en évoquant aussi la question d'une alliance de développement entre l'Europe et l'Afrique, qui n'implique en rien une immigration massive des Africains sur notre continent.

J.-C.T. : Là, je suis tout à fait d'accord. Jusqu'à présent, la France et les pays du pourtour méditerranéen de l'Europe étaient très conscients de la nécessité d'une stratégie de co-développement avec l'Afrique mais ils étaient assez isolés. Les Allemands commencent eux-mêmes à s'intéresser à l'Afrique, à prendre conscience de sa proximité et de la nécessité de



développer des coopérations avec elle. Et puis il y a également l'Amérique latine, elle aussi potentiellement proche de l'Europe par de multiples liens, à commencer par des liens culturels et linguistiques. Et l'Asie et le Proche-Orient, auxquels l'histoire nous a également associés... Je crois beaucoup plus à l'efficacité de l'aide au développement, des investissements industriels et des échanges commerciaux avec ces pays en développement qu'à un problème rééquilibrage démographique. L'Europe est d'ores et déjà l'entité économique la plus « connectée » au reste du monde. Nous exportons massivement nos capitaux alors que, au contraire, les États-Unis en importent massivement... Et notre aide au développement est, elle aussi, beaucoup plus importante que celle

L'Écosse et l'Irlande du Nord ont voté majoritairement pour le maintien dans l'Union européenne (régions grisées)

des États-Unis. Mais on ne le dit et ne le sait pas assez ! Probablement parce que nous n'avons pas encore de véritable exécutif de l'Union européenne...

FAIRE MIEUX, DE QUELLE FAÇON ?

P.L. : Comment encore progresser alors ?

J.-C.T. : On pourrait faire un très grand pas en avant si l'on avait une diplomatie, une défense, une sécurité extérieure et domestique communes. On aurait ainsi une vraie présence et une visibilité géostratégique unique en sus du marché unique, de la monnaie unique, au-delà de la profondeur et de la diversité des liens spécifiques de chacun de nos pays avec le reste du monde.

P.L. : L'actuel Président de la république peut-il à votre avis agir en ce sens, notamment lors de son second quinquennat s'il est réélu ? N'était-ce pas là au fond son projet : réformer la France pendant son premier quinquennat et consacrer une part essentielle du suivant à réformer l'Europe ?

J.-C.T. : Je ne suis pas dans le secret des Dieux mais je ne crois pas qu'il ait raisonné sur la base d'une telle division temporelle de son action. Je pense qu'il comptait bien faire les deux choses « en même temps » ! D'entrée de jeu il l'a exprimé très clairement. Dans le discours qu'il a prononcé à la Sorbonne le 26 septembre 2017 vous avez déjà tout son programme européen. Il espérait alors qu'une volonté similaire exprimée par notre grand voisin permettrait de

mettre au service de nos partenaires européens l'amitié et la volonté européenne franco-allemande. Or il se trouve que pour diverses raisons, les conditions n'ont pas été réunies pour une avancée significative. Le projet du Président demeure néanmoins manifestement intact même si l'on ne progresse pas actuellement au rythme souhaité au départ.

P.L. : L'affaiblissement politique d'Angela Merkel y en est donc pour beaucoup.

J.-C.T. : C'est l'une des raisons en effet ! Angela Merkel et Emmanuel Macron constituaient potentiellement un couple politique majeur, comme naguère Giscard et Schmidt, comme Mitterrand et Kohl et, au moment de la réconciliation, comme de Gaulle et Adenauer. Ce sont ces couples qui, en tant que tels, peuvent faire avancer les choses de façon remarquable, sans compétition entre eux, s'ils acceptent de mettre leur énergie politique à la disposition des autres partenaires. Du point de vue allemand, la France n'est réellement crédible que si elle se réforme. Mais il ne s'agit pas à proprement parler d'un préalable : réformer notre pays et approfondir la construction européenne peuvent parfaitement être des objectifs simultanés se renforçant mutuellement. Et je ne crois pas que les difficultés internes actuelles de notre pays entravent en quoi que ce soit la capacité du président de faire progresser l'Union européenne. Il a été élu sur cette ligne ! Mais c'est moins le cas de la Chancelière depuis les dernières élections, pour des raisons politiques profondes. Les Verts sont franchement pro-

européens et veulent faire avancer significativement l'Union européenne. C'est moins vrai qu'auparavant pour la CDU ou le SPD dans leur ensemble et cela est bien sûr préoccupant. Ce qui ne veut pas dire qu'ils sont devenus eurosceptiques ! Je dirai qu'aujourd'hui deux forces en Allemagne sont potentiellement réellement motrices pour aller plus loin : les Verts, déjà mentionnés, et les entreprises et leurs partenaires sociaux qui voient le danger de la marginalisation de l'Europe, particulièrement flagrante en matière de haute technologie et de grandes plateformes numériques. Au total, une majorité de nos concitoyens européens reste convaincue en Allemagne, en France et chez nos partenaires que l'union fait la force dans le monde nouveau où tant de nouvelles puissances émergent en sus des États-Unis : Chine, Inde, Brésil, etc.

P.L. : À ce propos la possible réélection de Trump aux États-Unis n'est guère réjouissante !

J.-C.T. : Elle est en effet possible mais pas acquise. Son élection en 2016 était improbable... et il a été élu ! Alors, vous savez, aux États-Unis tout est possible ! ☺